

## **Nous dénonçons l'opération de police lancée par le gouvernement turc**

Paris, le 28 avril 2023

Mardi 25 avril au matin, la police turque a lancé une vaste opération, principalement dans la ville de Diyarbakır. Parmi les 216 personnes visées sous couvert "d'anti-terrorisme", argument qui partout sert à justifier la répression des opposant·es, ce sont principalement un grand nombre d'avocat·es, une dizaine de journalistes de la presse kurde et des artistes qui ont été perquisitionné·es puis placé·es en garde à vue. Du fait de la législation anti-terroriste, elles et ils seront privé·es pendant 24h du droit à voir un avocat.

A l'approche des élections du 14 mai, dont l'issue semble de plus en plus incertaine pour Erdoğan, ces arrestations sont un moyen pour museler la presse kurde indépendante qui dénonce les pratiques de l'État turc, ainsi que les juristes qui auraient pu s'assurer du bon déroulé du processus électoral et poser des requêtes en justice en cas de soupçons de fraude. Quant aux artistes, il s'agit principalement de membres de la troupe de théâtre "Amed şehir tiyatrosu". Lors du limogeage des maires élu·es au nom du HDP à Diyarbakır en 2017, ils avaient refusé de continuer à travailler pour la municipalité et ouvert leur propre théâtre. La troupe est connue pour ses pièces en kurde, notamment l'adaptation de classiques tels que Hamlet ou Tartuffe. La maison d'édition Aram a été perquisitionnée, ses livres et disques durs saisis.

Des militant·es du Yeşil sol parti, responsables de la mise en œuvre de la campagne électorale du parti, ont également été arrêté·es.

Il apparaît donc clairement que ces arrestations sont la manifestation d'un pouvoir aux abois qui ne peut se maintenir que par la force.

L'union syndicale Solidaires dénonce la répression exercée sur la société civile par le pouvoir turc, et réaffirme son soutien aux forces progressistes turques et kurdes, qui luttent pour la justice et la démocratie. Elle dénonce également la lâcheté de l'État français qui ferme les yeux au nom des intérêts économiques sur les exactions commises par le régime d'Erdoğan.